

*Les crédits*

que la même protection que le Mexique en matière d'énergie.

• (1215)

En outre, le gouvernement Mulroney doit encore élaborer des programmes d'aide à l'adaptation, afin que les entreprises et les travailleurs canadiens puissent s'adapter plus facilement à une libéralisation accrue des échanges commerciaux.

Le Canada devrait non seulement améliorer l'ALENA, mais il devrait aussi travailler en collaboration avec les autres pays de l'hémisphère occidental, afin de réduire au minimum la prédominance des partenaires commerciaux les plus importants et les plus puissants. Nous devrions doter l'hémisphère ouest d'institutions qui feraient un contrepois aux États-Unis, sur les plans politique, démographique et économique.

Même si nous devons saisir toutes les possibilités commerciales qui se présentent dans les Amériques, nous ne devrions pas pour autant tourner le dos au reste du monde. Un gouvernement libéral s'emploierait à multiplier les échanges commerciaux avec les pays du bassin du Pacifique et ceux de la Communauté européenne. Nous nous réjouissons du Forum Canada-Japon 2000 qui a été coprésidé par Peter Lougheed et qui a récemment proposé une stratégie pour accroître nos échanges commerciaux avec les pays du bassin du Pacifique.

Au cours de ses deux mandats, le gouvernement conservateur a fait du libre-échange sa principale priorité économique. Nous reconnaissons qu'une stratégie commerciale ne saurait remplacer des politiques nationales rationnelles. Les politiques monétaire et budgétaire, celles qui concernent les investissements, la formation, l'éducation et la recherche vont de pair avec les politiques commerciales. Les conservateurs n'ont toutefois pas tenu compte de cette réalité.

Nous avons besoin d'un régime fiscal équitable. Nul ne peut promettre des baisses d'impôt systématiques. Ce serait irresponsable. Nous pouvons toutefois promettre l'équité fiscale pour tous les Canadiens, notamment pour les familles à revenu moyen, qui ont assumé le gros des hausses d'impôt depuis 1984.

Les conservateurs nous ont reproché notre position au sujet de la TPS. Voyons plutôt les faits. Les conservateurs ont haussé les impôts des particuliers ou en ont créé de nouveaux à 38 occasions depuis 1984. La TPS, la taxe la plus décriée de l'histoire canadienne, a été imposée à la population sans que celle-ci ait été adéquatement consultée. Cette taxe a été imposée aux petites entreprises et aux provinces même si celles-ci s'y opposaient.

La TPS a détruit la confiance que la population avait dans l'équité des régimes fiscaux. Elle a favorisé l'établissement d'une économie parallèle. Elle a miné la confiance des consommateurs, prolongeant et aggravant ainsi la récession. Cette taxe est complexe et coûteuse à administrer pour les petites entreprises, et il faut une armée de fonctionnaires pour la percevoir. Sur le plan fiscal, elle a compliqué encore davantage les relations fédérales-provinciales.

Nous devons réparer ce gâchis. Contrairement aux conservateurs, qui ont fait adopter la TPS à toute vapeur au Parlement, nous proposerons une solution de rechange après avoir consulté comme il se doit les Canadiens, les milieux d'affaires et les provinces.

Contrairement aux néo-démocrates, qui pensent pouvoir supprimer la TPS et voir 15 milliards de dollars leur tomber du ciel, nous savons que la seule ligne de conduite responsable, c'est de remplacer les recettes provenant de la taxe sur les produits et services.

Dès la première session d'une nouvelle législature, nous demanderons au Comité multipartite des finances de la Chambre des communes de consulter les Canadiens et les gouvernements provinciaux sur toutes les solutions de rechange à la TPS actuelle et nous l'inviterons à faire rapport au Parlement dans les 12 mois suivants. Notre objectif est clair. Nous devons trouver d'autres solutions pour percevoir des recettes équivalentes, solutions qui soient justes pour les consommateurs, qui soient plus simples à administrer pour les petites entreprises et qui facilitent la coopération fédérale-provinciale.

À mon avis, il est tout à fait logique que j'aie commencé en parlant de l'avenir. J'aimerais conclure en parlant des jeunes.

Depuis quatre ans, j'ai parcouru le Canada d'un océan à l'autre et j'ai écouté ce que nos jeunes ont à dire. Contrairement aux gens de ma génération, qui ont eu la chance de voir s'ouvrir devant eux un avenir plein de promesses, les jeunes d'aujourd'hui voient de moins en moins de possibilités s'offrir à eux. Ils sont déçus d'un système d'éducation qui est impuissant devant les 100 000 élèves qui, chaque année, perdent espoir et abandonnent leurs études. Ce système ne règle pas le problème répandu des jeunes qui ne savent pas lire ou compter. Les jeunes craignent de ne pas avoir les compétences requises pour trouver des emplois au sein de l'économie de demain, qui sera fondée sur les connaissances, et ils ne peuvent comprendre pourquoi le gouvernement fédéral ne leur offre pas la possibilité d'acquérir ces compétences.

• (1220)

Les jeunes Canadiens sont très préoccupés par cette situation. Ils cherchent désespérément une nouvelle vi-